exposé l'attitude de notre parti en précisant que nous voulions faire avancer les travaux de la Chambre et nous sommes bien étonnés de voir que le Nouveau parti démocratique n'a pas voulu collaborer, d'autant plus qu'on nous a maintenant promis un débat complet sur cette question du traité conclu entre les États-Unis et le Canada sur l'automobile.

Nous avons été étonnés, ai-je dit, de voir le ministre de l'Industrie (M. Drury) appuyer un accord semblable. C'est tout simplement une autre de ces mesures contradictoires comme on nous en a déjà présenté en cette Chambre. C'est un autre exemple du programme du gouvernement libéral qui appelle et repousse en même temps. Nous en avons eu de nombreux exemples. Nous avons vu le ministre de l'Agriculture verser des fonds aux contribuables pour les inciter à produire du tabac alors qu'en même temps, son collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépensait des centaines de milliers de dollars pour engager les gens à cesser de fumer la cigarette. Le ministre du Travail (M. MacEachen) appuie un programme de publicité qui coûte aux contribuables 3 millions afin de créer des occasions d'emploi pour les gens de 45 ans et plus. Malgré tous les efforts du ministre, je crois que le programme n'a permis d'employer qu'environ 2,000 personnes au cours d'une période de cinq mois. Pourtant, quand on a demandé au ministre de la Justice (M. Favreau) s'il engageait des gens de 45 ans et plus dans son ministère, il a répondu: «Non, ce n'est pas notre principe».

Venons-en maintenant au ministre des Finances (M. Gordon) et au ministre de l'Industrie. Eux aussi se contredisent. Dans son avant-dernier budget, le ministre des Finances avait bien précisé que les contribuables canadiens n'obtiendraient pas d'exemption fiscale sous la forme d'amortissement ou de dépréciation pour les voitures de \$5,000 et plus. Cependant, le ministre de l'Industrie ouvre la porte toute grande. Il déclare: très bien, messieurs, vous pouvez importer ces voitures de \$5,000 au Canada en franchise. Dans son dernier exposé budgétaire, le ministre des Finances a-t-il supprimé cette disposition? Non. Il n'y a pas touché. J'aimerais que le ministre demande à l'un de ses partisans, l'honorable député d'York-Nord (M. Addison), ce qu'il pense du fait qu'elle n'a pas été supprimée.

Voici une autre contradiction. Le ministre du Commerce (M. Sharp) désire ardemment accroître les ventes de nos produits ouvrés à l'étranger. Il nous faut exporter. Mais que fait le ministre des Finances? Il impose une taxe de vente de 11 p. 100 sur tous les genres de machines de production. C'est un autre exemple de ministres tirant chacun de son côté.

[M. Hales.]

Si l'honorable représentant ne me croit pas sur parole, il n'a qu'à demander à son collègue le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) de lui faire voir certaines des lettres qu'il a reçues de gens de Windsor où cette taxe de vente de 11 p. 100 paralyse la production de pièces d'automobiles fabriquées au Canada. Permettez-moi de donner lecture d'un alinéa d'une lettre écrite par une compagnie de Windsor. Voici:

Nous avons dit il y a plus d'un mois aux négociateurs de l'accord qu'il n'était pas réaliste de s'attendre que la majorité des fournisseurs de pièces fabriquées au Canada puissent rivaliser immédiatement avec les gros producteurs des États-Unis qui, au cours des ans, ont fini par se monter un outillage qui atteint aujourd'hui à un haut degré d'excellence.

Certaines compagnies canadiennes d'automobiles ont exigé les prix en vigueur aux États-Unis presque tout de suite après la signature de l'accord...

Nos fabricants n'ont pas eu de chance.

• (8.10 p.m.)

Et je poursuis:

Cette taxe de 11 p. 100 sur les matrices, gabarits, montages, machines et réparations est ridicule et assez difficile à faire accepter aux États-Unis, et cela se conçoit.

Tous les députés ont reçu des lettres semblables où l'on se plaint de la taxe de vente de 11 p. 100 sur les machines de production. Le ministre de l'Industrie (M. Drury) demande au fabricant canadien de pièces d'automobiles de soutenir la concurrence avec ses rivaux aux États-Unis, et cependant il lui impose un droit de 11 p. 100 avant même qu'il ait commencé à produire les marchandises. Monsieur l'Orateur, il est impossible de suivre le raisonnement du gouvernement. Nous entendons tour à tour: «Approchez-vous! Éloignez-vous! Où en sommes-nous?» Il est impossible de suivre cette façon de penser.

Ce traité canado-américain est un accord en matière de libre échange. Je me demande, et je suis certain que tous les autres députés se demandent, si c'est là le genre de libre-échange que les libéraux instaureront entre les deux pays? La prochaine initiative sera-t-elle le libre-échange des meubles? Sera-ce le libre-échange des appareils? Nous ne savons pas où la chose nous mènera. Je vous l'assure, monsieur l'Orateur, et j'en assure les députés, la théorie conservatrice, à partir de sir John A. Macdonald jusqu'à nos jours, c'est que nous ne pouvons pas vendre notre patrimoine économique et conserver notre patrimoine politique. Cependant, il me semble que les principes libéraux sont tout à fait l'opposé. Le gouvernement va vendre notre patrimoine économique et, conséquemment, nous allons perdre notre domination